



CMD 26-M5.A - Mémoire du personnel de la CCSN

Renseignement supplémentaire sur le Rapport de surveillance réglementaire des sites de centrales nucléaires au Canada : 2024

Classification	NON CLASSIFIÉ
Type de CMD	Renseignement supplémentaire
Numéro de CMD	26-M5.A
CMD(s) de référence	26-M5
Type de rapport	Information
Date de la réunion publique	24, 25, 26 mars 2026
ID SharePoint (PDF)	RASJ7EL4WOMU-339498047-202 – EN RASJ7EL4WOMU-339498047-204 – FR
Résumé	Le présent document à l'intention des commissaires (CMD) supplémentaire vise à fournir un complément d'information au contenu du CMD 26-M5, notamment pour donner suite aux principaux thèmes d'intervention, faire le point sur les demandes de la Commission et corriger des erreurs.
Mesures requises	Aucune mesure n'est requise de la Commission. Ce CMD est fourni aux fins d'information seulement.



Rapport de surveillance réglementaire des sites de centrales nucléaires au Canada : 2024

Signé par :

Version originale anglaise signée le 6 mars 2026

SharePoint ID : RASJ7EL4WOMU-339498047-202

Alexandre Viktorov, Ph. D.

Directeur général

Direction de la réglementation des centrales nucléaires

Director General

Directorate of Power Reactor Regulation



Rapport de surveillance réglementaire des sites de centrales nucléaires au Canada : 2024

Commission canadienne de sûreté nucléaire

TABLES DES MATIÈRES

1	RÉSUMÉ EN LANGAGE CLAIR	1
2	VUE D'ENSEMBLE	2
3	RÉPONSES AUX INTERVENTIONS SUR LE RSR DES CENTRALES 2024	3
4	SUIVI DE DEMANDES D'INFORMATION PARTICULIÈRES DE LA COMMISSION.....	10
5	ERRATA	12
6	GLOSSAIRE	17



1 RÉSUMÉ EN LANGAGE CLAIR

Le CMD 26-M5.A apporte un complément d'information au [Rapport de surveillance réglementaire des sites de centrales nucléaires canadiennes : 2024](#) (ci-après appelé le RSR des centrales 2024).

Ce CMD présente les réponses du personnel de la CCSN aux principaux thèmes soulevés dans les interventions reçues au sujet du RSR des centrales 2024. Il fournit également des renseignements demandés par la Commission lors de ses séances antérieures. Le personnel de la CCSN recommande que les deux mesures de suivi restantes décrites à la section 3 demeurent ouvertes.

Enfin, la section 4 du CMD énonce les errata qui ont été relevés lors de l'examen du RSR des centrales 2024 et qui seront corrigés avant la publication du rapport. Les documents cités en référence dans le CMD sont disponibles sur le site Web de la CCSN.



2 VUE D'ENSEMBLE

Voici les principaux objectifs de ce CMD complémentaire :

- Aborder les principaux thèmes soulevés dans les interventions sur le RSR des centrales 2024
- Décrire comment les demandes de la Commission concernant des renseignements précis ont été traitées
- Expliquer les erreurs relevées dans le RSR des centrales 2024 qui doivent être corrigées avant la publication du rapport

Les documents incorporés par renvoi dans le présent CMD sont assortis d'un hyperlien et sont disponibles sur le site Web de la CCSN.

Il est à noter que le RSR des centrales 2024 doit être lu en parallèle avec un document en ligne contenant des renseignements de nature statique. Il s'agit du document intitulé [Renseignements généraux du cadre de réglementation pour les sites de centrales nucléaires](#).



3 RÉPONSES AUX INTERVENTIONS SUR LE RSR DES CENTRALES 2024

La CCSN a reçu 19 interventions du public, des Nations et communautés autochtones ainsi que d'organisations non gouvernementales à l'égard du RSR des centrales 2024. Le personnel de la CCSN a examiné attentivement toutes les interventions. Le tableau qui suit comporte des précisions et réponses à l'égard des principaux thèmes qui ont été cernés dans les interventions (les principaux thèmes de certaines interventions seulement ont été inclus) et qui s'inscrivent dans le cadre du RSR des centrales 2024.

Intervenant/Thème	Réponse du personnel de la CCSN
<p>Première Nation d'Alderville</p> <p>CMD 26-M5.7</p> <p>Thème : Consultation et mobilisation des Autochtones</p>	<p>La Première Nation d'Alderville a soulevé le point suivant : « La NMO, une société sans aucun droit en vertu de l'article 35, n'a pas de droits issus de traités sur ce territoire et ne devrait pas être consultée en ce qui concerne les droits de récolte et les droits fonciers, ce qui mine directement les traités existants des Premières Nations. »</p> <p>La CCSN comprend les préoccupations soulevées par la Première Nation d'Alderville en ce qui concerne la mobilisation de la Nation métisse de l'Ontario. L'établissement de droits ne relève pas de la compétence de la Commission, qui n'a donc pas le pouvoir de confirmer, d'établir ou de nier l'existence de droits ancestraux ou issus de traités réclamés ou revendiqués par les Nations et communautés autochtones. La CCSN mobilise les Nations et communautés autochtones et leurs organisations représentatives afin de comprendre leurs droits ancestraux ou issus de traités revendiqués ou établis, et collabore avec elles pour comprendre l'incidence potentielle d'un projet ou d'une activité sur tout droit potentiel ou établi ainsi que pour déterminer les mesures d'atténuation ou d'accommodement à prendre relatives à toute incidence relevée, dans la mesure du possible, en collaboration avec la Nation ou communauté autochtone visée.</p>
<p>Première Nation de Hiawatha</p> <p>CMD 26-M5.12</p> <p>Thème : Approche tenant compte du risque</p>	<p>La Première Nation de Hiawatha a souligné que, d'après le CMD, la CCSN applique une approche tenant compte du risque à la vérification de la conformité et à l'application de la loi. Elle a demandé des renseignements supplémentaires sur la façon dont la CCSN évalue le risque cumulatif pour l'ensemble des cas de non-conformité plutôt que le risque particulier associé à chaque cas. Elle a également demandé dans quelles circonstances la CCSN estime que les</p>



Intervenant/Thème	Réponse du personnel de la CCSN
	<p>constatations de faible importance répétées deviennent un problème systémique, et comment la CCSN s'assure que le jugement tenant compte du risque est appliqué de façon uniforme dans l'ensemble des sites.</p> <p>Le personnel de la CCSN produit régulièrement des évaluations intégrées de chaque DSR pour chaque centrale nucléaire en exploitation afin d'établir une connaissance globale de la situation à l'égard des activités des titulaires de permis. Cela comprend le suivi des constatations de faible importance afin que les tendances systémiques ou les cas de non-conformité répétés puissent être repérés aux fins du renforcement de l'application de la loi, au besoin.</p> <p>Le personnel de la CCSN tient également compte des indicateurs de risque programmatiques à long terme. Les rapports de sûreté et les études probabilistes de sûreté (EPS) sont mis à jour tous les cinq ans et examinés par la CCSN. Ces mises à jour permettent au personnel de comparer les résultats avec ceux des documents soumis antérieurement et de déterminer si les risques augmentent ou diminuent au fil du temps. Des examens semblables sont effectués pour d'autres documents soumis périodiquement, comme les rapports sur la sécurité et les évaluations des risques environnementaux (ERE). De plus, le processus décennal du bilan périodique de la sûreté (BPS), qui comprend des rapports sur les facteurs de sûreté et un rapport d'évaluation globale, fournit une confirmation générale de la sûreté de la centrale dans son ensemble. Ce processus aide à cerner les domaines où le risque pourrait croître lentement et permet de s'assurer qu'ils sont pris en compte dans le cadre du plan intégré de mise en œuvre (PIMO) qui en découle, lequel favorise l'amélioration de la sûreté et les mesures de réduction des risques. Ces rapports et le PIMO sont préparés par le titulaire de permis et examinés par le personnel de la CCSN. Le PIMO doit également être accepté par le personnel de la CCSN avant d'être intégré au MCP du titulaire de permis.</p> <p>De plus, avant la tenue d'activités d'inspection, le personnel de la CCSN est chargé d'examiner les rapports d'inspection antérieurs et leurs constatations, ainsi que toute expérience d'exploitation pertinente à l'échelle nationale ou internationale, afin que les équipes d'inspection soient à</p>



Intervenant/Thème	Réponse du personnel de la CCSN
	<p>l'affût de tout cas de non-conformité répété ou problème systémique au cours d'une inspection.</p> <p>Les spécialistes de la CCSN fournissent leur expertise à l'égard de plusieurs sites, ce qui permet d'évaluer uniformément les problèmes techniques dans de multiples sites.</p> <p>Enfin, lors de réunions trimestrielles internes du personnel de la CCSN, les tendances globales en matière de conformité sont examinées afin de cerner les problèmes systémiques potentiels et d'évaluer l'uniformité des jugements en matière de réglementation et des mesures d'application de la loi dans l'ensemble des sites, ce qui favorise un programme de vérification de la conformité cohérent qui tient compte du risque.</p>
<p>Première Nation de Kebaowek</p> <p>CMD 26-M.15</p> <p>Thème : Consultation et mobilisation des Autochtones/DNUDPA, LDNU et CPLCC</p>	<p>Comment la CCSN s'acquitte-t-elle de ses obligations en vertu de la <i>Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> (DNUDPA) et de l'article 35 de la <i>Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> (LDNU)? Comment préserve-t-elle l'honneur de la Couronne dans ses décisions en matière de réglementation (particulièrement en ce qui concerne le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause [CPLCC] et les consultations contestées)? Enfin, comment répondra-t-elle à la demande de reconnaissance de la Première Nation de Kebaowek en tant que Nation détentrice de droits, y compris en ce qui concerne son exclusion antérieure du projet de nouvelle centrale nucléaire de Darlington (PNCND), la question de savoir si les titulaires de permis ont été informés de cette exclusion et la manière dont ils l'ont été, de même que l'inclusion de la PNK dans les futurs processus de réglementation nucléaire?</p> <p>La CCSN veille à ce que son approche de la consultation et de la mobilisation respecte la DNUDPA et la LDNU, lesquelles doivent être prises en compte lorsque la Commission évalue l'obligation de consulter et d'accommoder, car la DNUDPA fournit un contexte additionnel qui aide à déterminer la portée et le contenu de l'obligation de consulter et d'accommoder. Le site Web de la CCSN comprend des renseignements supplémentaires sur l'application de la DNUDPA par la CCSN.</p> <p>La CCSN s'efforce de faire ce qui précède d'une manière qui favorise un dialogue ouvert, et elle offre des occasions de</p>



Intervenant/Thème	Réponse du personnel de la CCSN
	<p>comprendre et de documenter les préoccupations des Nations et communautés autochtones ainsi que d’y donner suite, notamment en prenant des mesures qui visent à réduire au minimum ou à éviter les répercussions potentielles sur leurs droits et intérêts, dans la mesure du possible.</p> <p>La CCSN fera ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• s’il y a lieu, obtenir le CPLCC des Nations autochtones dont les droits et intérêts pourraient être touchés par les nouveaux projets nucléaires• travailler avec les Nations autochtones qui pourraient être touchées en vue de comprendre la situation et de collaborer à la mise en œuvre de leur processus visant à établir et à communiquer leur position en matière de CPLCC à l’égard d’un projet donné; la CCSN offrira du financement pour appuyer l’élaboration conjointe et la mise en œuvre de ces processus, le cas échéant• collaborer avec les Nations et communautés autochtones touchées en vue de l’élaboration et de la mise en œuvre de mesures d’atténuation et d’accommodement pour répondre à leurs préoccupations soulevées dans le cadre du processus de consultation• veiller à ce que les promoteurs/titulaires de permis disposent d’une orientation claire et à jour, et à ce qu’ils collaborent avec les Nations et communautés autochtones qui pourraient être touchées afin de répondre à leurs préoccupations, d’établir des partenariats et de favoriser la conclusion d’ententes qui viseraient à obtenir le CPLCC des Nations visées à l’égard des projets <p>Le site Web de la CCSN comprend des renseignements supplémentaires sur l’application de la DNUDPA par la CCSN. Le personnel de la CCSN a répondu et continuera de répondre aux questions et préoccupations concernant les projets nucléaires pour lesquels la Première Nation de Kebaowek (PNK) exprime son intérêt. Il inclura des discussions propres aux projets visés lors de réunions régulières avec la PNK, et il répondra aux questions ou fournira des précisions, à la demande de la PNK, y compris à l’égard du PNCND et d’autres projets. À ce jour, le personnel de la CCSN n’a pas reçu d’information précise sur tout lien entre le PNCND et les</p>



Intervenant/Thème	Réponse du personnel de la CCSN
	droits et le territoire traditionnel de la PNK ou encore sur l'incidence directe du projet sur ceux-ci.
<p>Association canadienne du droit de l'environnement (ACDE)</p> <p>CMD 26-M5.10</p> <p>Thème : Aptitude au travail : Gérer la consommation d'alcool et de drogues</p>	<p>L'ACDE demande une mise à jour sur la façon dont OPG gère les programmes d'aptitude au travail liés à la gestion de la consommation d'alcool et de drogues à Pickering.</p> <p>OPG a mis en œuvre le REGDOC-2.2.4, Aptitude au travail, tome II : Gérer la consommation d'alcool et de drogues, version 3, comme prévu avant juillet 2021, à l'exception des tests de dépistage aléatoires et préalables à l'affectation, qui font l'objet d'un examen devant les tribunaux. En mai 2024, le personnel de la CCSN a effectué une inspection de type I de l'ensemble du parc d'OPG, laquelle a donné lieu à plusieurs cas de non-conformité. Ces cas de non-conformité visaient des lacunes sur le plan de la documentation, l'insuffisance de la formation associée à certains rôles, la mise en œuvre incomplète du dépistage à la suite d'un incident ainsi que des problèmes liés à la sécurisation des lieux de prélèvement afin de prévenir la subversion. Depuis, OPG a présenté plusieurs mises à jour à l'égard de ses mesures correctives et a demandé la clôture de toutes les mesures restantes. Les documents soumis font actuellement l'objet d'un examen. Le personnel de la CCSN s'est dit satisfait des progrès réalisés par OPG à ce jour.</p> <p>En 2025, la Cour suprême du Canada a rejeté la requête de six travailleurs du secteur nucléaire et de leurs syndicats, mettant fin à l'affaire judiciaire liée au dépistage aléatoire et préalable à l'affectation. OPG s'est engagée à mettre en œuvre d'ici le 1^{er} janvier 2026 ces deux formes de dépistage visant les titulaires de postes essentiels pour la sûreté. Le personnel de la CCSN planifie actuellement des activités de vérification de la conformité, qui auront probablement lieu en 2026, pour confirmer la mise en œuvre de ces deux dispositions. OPG doit présenter à la CCSN un résumé des tests de dépistage effectués en 2025 dans le cadre de son rapport trimestriel sur le personnel de la centrale nucléaire pour le quatrième trimestre (T4) de 2025, conformément au REGDOC-3.1.1, Rapports à soumettre par les exploitants de centrales nucléaires.</p>



Intervenant/Thème	Réponse du personnel de la CCSN
<p>Association canadienne du droit de l'environnement (ACDE)</p> <p>CMD 26-M5.10</p> <p>Thème : Aptitude au travail : Gestion des heures de travail</p>	<p>L'ACDE a demandé à la CCSN et à OPG de fournir une mise à jour sur la conformité aux programmes d'aptitude au travail liés à la gestion de la fatigue des travailleurs à Darlington et à Pickering.</p> <p>En 2024, le personnel de la CCSN a effectué une inspection réactive de type II sur l'aptitude au travail visant la gestion de la fatigue des travailleurs, les heures de travail et l'effectif minimal aux centrales de Pickering et de Darlington. L'inspection était axée sur la sécurité et la protection-incendie. Il s'agissait d'une inspection réactive visant à assurer le suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures correctives prises par OPG pour donner suite à un avis de non-conformité découlant d'une inspection planifiée sur le terrain qui a eu lieu en 2024. L'avis de non-conformité et le cas de non-conformité dont il est question ci-dessous découlent de l'inspection réactive de type II de 2024 sur l'aptitude au travail visant la gestion de la fatigue des travailleurs, les heures de travail et l'effectif minimal, laquelle était axée sur la sécurité et la protection-incendie.</p> <p>Au cours de cette inspection de type II, un avis de non-conformité a été remis. Cet avis visait le défaut de s'assurer que les titulaires de postes importants pour la sûreté liés à la sécurité et à la protection-incendie reçoivent une formation sur la gestion de la fatigue des travailleurs. OPG a mis en œuvre des mesures correctives dans le cadre desquelles une formation (p. ex., séances de sensibilisation, formation spécialisée sur l'aptitude au travail, guides sur les heures de travail, etc.) liée à la gestion de la fatigue des travailleurs à l'intention du personnel de sécurité et de protection-incendie a été élaborée et mise en œuvre. Le personnel de la CCSN a confirmé que la formation supplémentaire sur les heures de travail et d'autres outils en matière de sécurité et de protection-incendie ont été mis en œuvre.</p> <p>De plus, OPG n'était pas conforme parce qu'elle n'avait pas mis en œuvre efficacement un processus de gestion de la fatigue des travailleurs à l'intention du personnel de sécurité et de protection-incendie. Avant l'inspection, OPG avait déjà mis en œuvre un processus de gestion de la fatigue des travailleurs qui comprenait l'examen des congés prévus ainsi</p>



Intervenant/Thème	Réponse du personnel de la CCSN
	<p>que des plans de formation et d'affectation des ressources pour les équipes. Le personnel de la CCSN s'est dit satisfait du plan de mesures correctives. Dans le cadre des activités de vérification de la conformité ainsi que du suivi et de la surveillance, il a noté qu'OPG avait embauché du personnel de sécurité et de protection-incendie supplémentaire, ce qui a permis de réduire considérablement les infractions relatives aux heures de travail à près de 0 pour ces deux groupes de travail.</p> <p>Dans le cadre de diverses activités de vérification de la conformité, le personnel de la CCSN a également examiné, à Pickering et à Darlington, tous les groupes qui comptent des travailleurs occupant des postes importants pour la sûreté et a noté qu'il y avait très peu d'infractions relatives aux heures de travail. Les infractions relatives aux heures de travail qui surviennent visent à maintenir l'effectif minimal et sont de courte durée.</p>

Remarque : Certaines interventions ont été reçues après la date butoir. Par conséquent, le personnel de la CCSN n'a pas eu l'occasion de répondre aux commentaires visés dans le présent CMD, mais il pourra le faire dans le cadre de la réunion de la Commission visant le RSR si la Commission a des questions.



4 SUIVI DE DEMANDES D'INFORMATION PARTICULIÈRES DE LA COMMISSION

La Commission demande que des renseignements particuliers soient inclus dans les futurs RSR des centrales. Le tableau suivant décrit comment les demandes d'information particulières de la Commission ont été traitées*. Le cas échéant, le tableau indique les demandes pour lesquelles le personnel de la CCSN estime que l'intervention est terminée et dont il recommande la clôture.

Mesure de suivi	Réponse du personnel de la CCSN
<p>[BIR 14757]</p> <p>Faire le point à la Commission sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">i) modèle de ténacité à la rupture des tubes de force de Bruce Powerii) production de rapports sur la concentration maximale de Heq des tubes de force dans le cadre du RSR des centrales	<p>Les renseignements sur la concentration maximale d'hydrogène équivalent (Heq) sont présentés à l'annexe G du RSR des centrales 2024.</p> <p>Le point i) a été clos en 2023. Des mises à jour régulières sur l'état du programme de recherche et développement de l'industrie visant les concentrations élevées de Heq sont présentées à la Commission dans le cadre des rapports d'étape sur les centrales nucléaires.</p> <p>Le point ii) demeure ouvert; le personnel de la CCSN continuera d'informer la Commission sur la concentration maximale de Heq dans les tubes de force par le biais du RSR des centrales.</p>
<p>[BIR 14761]</p> <p>Surveiller les efforts continus déployés par Bruce Power pour ramener le risque d'incendie interne à un niveau inférieur à l'objectif de sûreté pour les tranches de Bruce-A, et rendre compte des progrès de Bruce Power en ce qui concerne l'amélioration du risque d'incendie interne à Bruce-A dans le RSR des centrales</p>	<p>Une mise à jour sur les efforts visant à ramener le risque d'incendie interne à un niveau inférieur à l'objectif de sûreté pour les tranches de Bruce-A est présentée à la section 2.5.4 du RSR des centrales 2024.</p> <p>En avril 2024, Bruce Power a présenté une version actualisée de son étude probabiliste de sûreté (EPS) portant sur la lutte contre l'incendie de 2024. Le personnel de la CCSN procède actuellement à l'examen de ces documents.</p> <p>Le personnel de la CCSN recommande que cette demande demeure ouverte au moins jusqu'à ce que l'EPS de 2024 actualisée portant sur la lutte</p>



Mesure de suivi	Réponse du personnel de la CCSN
	contre l'incendie soit examinée par le personnel de la CCSN.

* Le personnel de la CCSN consigne ces demandes importantes dans la Banque d'information réglementaire (BIR). Les numéros de la BIR indiqués dans le présent CMD complémentaire renvoient à des entrées précises de cette base de données, qui font l'objet d'un suivi par le personnel de la CCSN jusqu'à leur clôture.

5 ERRATA

Le personnel de la CCSN a relevé certaines erreurs lors de son examen du RSR des centrales 2024. Avant la publication du rapport, les erreurs suivantes seront corrigées :

- À la section 1.7.1 (p. 17), la première puce indique un nombre d'heures inexact. Elle devrait indiquer que le nombre total d'heures consacrées aux activités liées à la vérification de la conformité en 2024 était de 154 446 heures, plutôt que de 154 0446 heures.
- La section 2.1.7 (p. 29) du CMD 26-M5 indique à tort qu'il est survenu un seul dépassement d'un seuil d'intervention radiologique à la centrale de Darlington en 2024. En fait, OPG a signalé deux dépassements aux termes du [REGDOC-3.1.1, Rapports à soumettre par les exploitants de centrales nucléaires](#).

Dans le cadre du deuxième événement, un travailleur du secteur nucléaire devait recevoir une dose interne de 1 mSv durant l'exécution de travaux sous rayonnement prévus. Toutefois, en raison de l'utilisation du mauvais appareil de protection respiratoire, la personne a reçu une dose de 4,45 mSv due à l'incorporation de tritium. La dose imprévue s'est élevée à 3,45 mSv, ce qui dépassait le seuil d'intervention d'OPG pour une dose imprévue, soit 2 mSv. Le personnel de la CCSN a confirmé qu'OPG avait déterminé la cause de la surexposition et mis en œuvre des mesures correctives appropriées pour éviter qu'un tel incident se reproduise. Il est d'avis qu'OPG a géré l'exposition du travailleur pour le reste de l'année de sorte à s'assurer que cette exposition ne dépasserait pas la limite réglementaire de dose fixée à 50 mSv/an pour un travailleur du secteur nucléaire.

- Au tableau A7 (p. 161), certains rapports d'inspection ont été classés incorrectement dans un DSR différent; le tableau mis à jour est présenté ci-dessous.

DSR	Numéro du rapport	Type d'inspection	Date de publication du rapport
Systèmes de gestion	PLRPD-2024-19354 – Gestion de l'approvisionnement	Type II	14 mai 2024
Gestion de la performance humaine	PLRPD-2024-19577 – Mise en œuvre du REGDOC-2.2.4, <i>Aptitude au travail, tome II : Gérer la consommation d'alcool et de drogues</i>	Type I	24 mai 2024



	PLRPD-2024-20756 – Exécution des examens d'accréditation initiale sur simulateur	Type II	2 décembre 2024
Conduite de l'exploitation	PLRPD-2024-19559 – Rapport trimestriel d'inspection sur le terrain pour le T4 de 2023-2024	Type II	21 juin 2024
	PLRPD-2024-21656 – Rapport trimestriel d'inspection sur le terrain pour le T2 de 2024-2025	Type II	20 décembre 2024
	PLRPD-2024-18804 – Rapport trimestriel d'inspection sur le terrain pour le T3 de 2023-2024	Type II	22 mars 2024
	PLRPD-2024-20993 – Rapport trimestriel d'inspection sur le terrain pour le T1 de 2024-2025	Type II	11 octobre 2024
	PLRPD-2024-22275 – Rapport trimestriel d'inspection sur le terrain pour le T3 de 2024-2025	Type II	14 mars 2025
	PLRPD-2024-20591 – Arrêt prévu	Type II	27 février 2025
Aptitude fonctionnelle	PLRPD-2024-19178 – Inspection de système – Refroidissement à l'arrêt	Type II	17 avril 2024
	PLRPD-2024-21546 – Fiabilité	Type II	20 décembre 2024
	PLRPD-2024-20735 – Enveloppes sous pression	Documentation	25 septembre 2024



	PLRPD-2024-20712 – Utilisation de ruban aux fins d’atténuation de fuite	Sur le terrain	8 mai 2024
Santé et sécurité classiques	PLRPD-2024-20423 – Purges à l’air sec du fluide ignifuge	Sur le terrain	21 mars 2024
Gestion des urgences et protection-incendie	PLRPD-2024-21768 – Exercice d’urgence – Défi Synergie 2024	Type II	13 janvier 2025
Sécurité	PLRPD-2024-21023 – Sécurité (zones vitales)	Sur le terrain	8 juillet 2024

- La mise à jour ci-dessus modifie également le nombre au tableau 21 (p. 104).
Le tableau 21 mis à jour est présenté ci-dessous.

Tableau 21 : Nombre d’inspections par DSR principal (indiqué entre parenthèses) et nombre total d’inspections ayant donné lieu à des constatations par DSR.

Les inspections sont généralement axées sur un domaine ou un programme spécifique associé à un DSR en particulier, appelé le DSR principal (nombre d’inspections principalement axées sur le DSR entre parenthèses). Toutefois, les inspections peuvent traiter d’autres critères liés à d’autres DSR. Par conséquent, il peut y avoir des constatations en lien avec des DSR qui n’étaient pas l’objet principal de l’inspection.

DSR	Cote	Nombre d’inspections de type I	Nombre d’inspections de type II	Nombre d’inspections de la documentation
Système de gestion	Satisfaisant	1	11(1)	1
Gestion de la performance humaine	Satisfaisant	1(1)	11(1)	1
Conduite de l’exploitation	Satisfaisant		11(6)	1
Analyse de la sûreté	Satisfaisant		2	



Conception matérielle	Satisfaisant		5	1
Aptitude fonctionnelle	Satisfaisant		8(2)	1(1)
Radioprotection	Satisfaisant		6	
Santé et sécurité classiques	Satisfaisant		6	
Protection de l'environnement	Satisfaisant		3	
Préparation aux situations d'urgence et protection-incendie	Satisfaisant		6(1)	
Gestion des déchets	Satisfaisant		2	
Sécurité	Satisfaisant		2	
Garanties et non-prolifération	Satisfaisant		3	
Emballage et transport	Satisfaisant		1	

- En septembre 2025, Bruce Power a soumis une modification à son rapport sur les IRS du deuxième trimestre (T2) de 2024 afin de mettre à jour le nombre d'essais des systèmes spéciaux de sûreté. Un essai des systèmes liés à la sûreté avait été omis à Bruce-A. Bruce-B a déclaré l'omission d'un essai des systèmes spéciaux de sûreté. Le tableau 32 (p. 190) mis à jour est présenté ci-dessous.



Tableau 32 : Rendement des essais sur les systèmes de sûreté en 2024

Centrale nucléaire	Nombre d'essais annuels prévus	Non achevé : Systèmes spéciaux de sûreté	Non achevé : Systèmes de sûreté en attente	Non achevé : Systèmes fonctionnels liés à la sûreté	Non achevé : Total	Essais non achevés (%)
Darlington	6 284	0	0	1	1	0,02 %
Pickering	13 138	0	0	0	0	0,00 %
Bruce-A	3 883	0	0	1	1	0,03 %
Bruce-B	5 576	1	0	0	1	0,02 %
Point Lepreau	2 667	0	1	0	1	0,04 %
Total de l'industrie	31 548	1	1	2	4	0,01 %

Remarque : Les tests manqués étaient de faible importance pour la sécurité et n'ont pas compromis les marges de sécurité. Les centrales nucléaires disposent de plusieurs niveaux de redondance pour assurer la disponibilité continue des systèmes de sécurité ; le risque associé au test spécial de sécurité supplémentaire manqué était négligeable. Les tests des systèmes de sécurité doivent être complétés avant qu'une unité ne soit remise en service, et les titulaires de permis sont tenus de maintenir les marges de sécurité en tout temps. Si une marge ne peut être assurée, la réponse sécurisée consiste en un arrêt immédiat. Le nombre révisé pour Bruce B ne change pas la conclusion du personnel de la CCSN selon laquelle toutes les centrales ont été exploitées en toute sécurité tout au long de 2024.



6 GLOSSAIRE

Les définitions des termes utilisés dans le présent document figurent dans le [REGDOC-3.6, *Glossaire de la CCSN*](#), qui comprend des termes et des définitions tirés de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, de ses règlements d'application ainsi que des documents d'application de la réglementation et d'autres publications de la CCSN.